

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMMUNAUTE D'AGGLO DU PAYS VOIRONNAIS

CAPV - 40 rue Mainssieux
BP 363
38500 Voiron

Références : 2024 Is042 T3
Code AIOT : 0010400560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2024 dans l'établissement COMMUNAUTE D'AGGLO DU PAYS VOIRONNAIS implanté Verts et Pré bontoux 38500 La Buisse. L'inspection a été annoncée le 17/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE D'AGGLO DU PAYS VOIRONNAIS
- Verts et Pré bontoux 38500 La Buisse
- Code AIOT : 0010400560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais, a crée le Site Écologique de 12 hectares sur le territoire de la commune de la Buisse qui regroupe depuis 1974 les installations de valorisation et de transfert des déchets du Pays Voironnais gérées en régie (centre de tri des emballages, plate-forme de compostage des déchets verts, unité de compostage de la Fraction Fermentescible des Ordures Ménagères, quai de transfert des Ordures Ménagères, déchetterie (la plus importante du territoire sur les 8 existantes). et une ressourcerie. L'établissement est classé en autorisation. Et une ancienne décharge en cours de réhabilitation accueille une centrale photovoltaïque implantée à proximité.

Les activités classées pour le compostage du site sont réglementées par les arrêtés préfectoraux suivants :

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 septembre 1979 relatif au compostage et au centre de stockage (prescriptions supprimées) ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-11433 du 15 décembre 2008 relatif à la mise à jour des prescriptions de compostage et déchetterie ;
- Arrêtés préfectoraux complémentaires du 6 avril 2011 et du 31 décembre 2014 respectivement pour le lancement de la démarche de recherche des substances dangereuses (RSDE) et pour la mise en œuvre de garanties financières ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-ENV 2015-12-20 du 7 décembre 2015 actualisant le tableau des activités et maintenant les prescriptions techniques de l'arrêté du 15 décembre 2008.

Aucune modification n'est à prévoir. L'installation est dimensionnée pour les apports actuels (collectivités, particuliers) et a mis en place une production de broyage (3800t/an) cependant la tendance est le broyage sur place et la communauté de communes a préféré équiper les équipes des espaces verts de petits broyeurs mobiles. Un partenariat est établi depuis 2018 avec la "METRO" (agglomération de Grenoble qui représente 50% de l'activité soit 180-200t/mois).

Le parc matériel a été renouvelé en partie sur 2022 avec l'achat d'un nouveau broyeur et un chargeur.

A venir :

Un projet d'étude sur le fonctionnement collectif des déchetteries du territoire de l'agglomération devrait être mené pour harmoniser les gisements.

Un nouveau regroupement de collectivités associé à la communauté d'agglomération du pays voironnais regroupant 31 communes est en cours de réflexion.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 4.3.7	Demande d'action corrective	9 mois
4	Suivi des analyses aqueuses	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volume d'activité du site	Arrêté Préfectoral du 7/12/2015, article 1.2.1	Sans objet
3	Rejet atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 3.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le raccordement des rejets de la lagune à la station d'épuration collective imposé par l'arrêté du 15/12/2008 avec une échéance au 30/06/2009 n'est toujours pas réalisé.

Le suivi des analyses aqueuses sous GIDAF dans le mois suivant la réception du résultat n'est pas réalisé. A cette déclaration GIDAF il faut joindre le compte rendu de suivi des analyses. En 07/24 des enregistrements ont été déposés pour mars avril mai ainsi que les résultats PFAS sur Gidaf.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume d'activité du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2015, article 1.2.1		
Thème(s) : Situation administrative, Classement rubrique		
Prescription contrôlée : Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées. Rubrique de la nomenclature classement Volumes ou puissance des activités		
2780-1-a	A	76t/j
2780-2-b	D	10t/j
2260-2-b	D	130kW
2171	D	950m ³
Constats : Rubrique 2780-1-b : Le volume moyen journalier de l'année 2022 a été de 72,3t/j (22655t/an) et de 74t/j (21640t/an) en 2023. La METRO Grenoble qui apporte les déchets verts fluctue ses apports selon les besoins pour respecter les volumes autorisés notamment en fin d'année.		

Les autres rubriques n'ont pas été vérifiées.

Le compost produit représente :

		2022		2023	
		t/an	%	t/an	%
compost granulométrie	20	12141	65,12 %	12412	64,99 %
	10	577		458	
refus		6116	32,81 %	5971	31,26 %

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite au courrier en réponse de l'inspection du 2021, l'exploitant avait assuré ne pas atteindre le seuil IED et ne pas déposer de dossier dans ce sens. Un APC prendra en compte cette option confirmée lors de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 4.3.7 et Titre 8

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux polluées

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épurations interne avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir après traitements appropriés.

Les eaux sanitaires sont traitées dans un système d'assainissement autonome avec filtre à sable. A échéance prévu au titre 8 (le 30/06/2009) les eaux sanitaires seront raccordées au collecteur rejoignant la station d'épuration d'Aquantis.

Les eaux de voirie susceptibles d'être polluées sont dirigées vers un débourbeur-déshuilleur avant d'être rejetées dans le Piro.

Les eaux de procédés transitent par la lagune avant d'être rejetées dans un collecteur rejoignant la station d'épuration d'Aquantis. Une partie des eaux de la lagune pourra être recyclée pour humidifier les andains de compostage.

Constats :

La non conformité relevée à plusieurs reprises persiste. Le tuyau de rejet direct au milieu naturel est bien visible au dessus du niveau de l'eau. Le niveau actuel ne permet pas de rejet dans le milieu naturel et une partie est utilisée pour l'arrosage des tas de compost en maturation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirme que le raccordement à la station d'épuration collective n'est toujours pas autorisé par la Station d'épuration. Aucun volume de traitement du rejet n'a été attribué et l'exploitant pense que fin 2024 le raccordement sera effectif. Un échéancier devra être proposé. Cette demande a été formulée par l'inspection à l'origine du dossier en 2008 et par la suite lors d'inspections, une MED est proposée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois

N° 3 : Rejet atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2008, article 3.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des odeurs

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la salubrité publique.

Constats :

L'abattement des odeurs émanant de la maturation du compost est assuré par une filtration avec lavage des gaz à l'eau propre qui est diffusée à travers un circuit fermé. Un changement de l'eau à lieu par vidange tous les 6 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi des analyses aqueuses

Référence réglementaire : Arrêté ministériel 28/04/2014 article 1

Thème(s) : Risques accidentels, GIDAF

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

L'ensemble des contrôles de suivi des eaux (surveillance , inopiné) sont enregistré dans GIDAF par une société prestataire pour les deux sites sur un même compte. (compostière et ex décharge). Mais aucun compte-rendu n'est joint en document. L'exploitant a les codes d'accès d'un seul établissement.

Le jour de la visite le site GIDAF n'était pas accessible. Après la visite, il a été constaté que l'établissement "compostière" a des résultats enregistrés sur GIDAF jusqu'a fin 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un enregistrement distinct pour les deux entités doit être assuré un mois au plus tard de la réception des résultats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

